

Lot numéro 1
ASSURANCE
TOUS RISQUES CHANTIER

Centre Hospitalier LE VINATIER
Réhabilitation Bâtiment 503
Démolition reconstruction
Bâtiment 332
69500 BRON

MARCHE PUBLIC DE SERVICES D'ASSURANCES

CCTP

SOMMAIRE

Article 1 – OBJET DE L’ASSURANCE.....	Page 3
Article 2 – DEFINITIONS	Page 3
Article 3 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L’OPERATION	Page 4
Article 4 – GARANTIES DETAILLEES.....	Page 5
Article 5 – VALEURS D’ASSURANCES.....	Page 7
Article 6 – DISPOSITIONS ET CLAUSES PARTICULIERES...	Page 8
Article 7 – GESTION DES SINISTRES.....	Page 9
Article 8 – SUIVI STATISTIQUE DU MARCHE.....	Page 10
Article 9 – DESIGNATION DU GESTIONNAIRE DU MARCHE	Page 11
Article 10 – ANNEXES.....	Page 11

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ASSURANCE

Aux termes de ses conditions générales et du présent CCTP, l'assureur garantit en « Tous Risques Chantiers » les travaux de réhabilitation du bâtiment 503, et de reconstruction après démolition du bâtiment 332, du **Centre Hospitalier du Vinatier situé 95 Boulevard Pinel 69500 BRON**.

Il est expressément convenu qu'en cas de clauses différentes ou divergentes entre les conditions générales et ce CCTP, ce sont les clauses les plus favorables au Maître de l'ouvrage qui prévalent.

Les garanties sont regroupées sous la forme d'une assurance « Tous dommages sauf ».

ARTICLE 2 – DEFINITIONS

Pour l'application du présent marché, il est expressément convenu avec les assureurs d'appliquer les définitions suivantes :

Article 2-1 : le SOUSCRIPTEUR

Le souscripteur du présent marché est le Maître de l'ouvrage, c'est-à-dire le Centre Hospitalier Le Vinatier.

Article 2-2 : les ASSURES

Sont considérés comme assurés tous les intervenants, à quelque titre que ce soit, sur le chantier. Il s'agit, notamment, cette liste n'étant pas exhaustive :

- du souscripteur
- des maîtres d'œuvre, BET, ingénieurs, techniciens et leurs sous-traitants et, plus globalement, du groupement de conception-réalisation-maintenance
- du bureau de contrôle technique
- des entreprises, co-traitants (groupement), sous-traitants
- des fournisseurs lorsqu'ils interviennent sur le site
- des conseils, consultants, audits, associés, mandataires, préposés des intervenants désignés ci-dessus

NB : tous les intervenants sont considérés comme des tiers entre eux.

ARTICLE 3 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION

3.1 - LES CONSTRUCTEURS

- **Groupement de maîtrise d'œuvre**

Cette opération est réalisée par le biais d'un marché de conception-réalisation-maintenance, par le groupement suivant :

CITINEA 61-63 avenue Paul Krüger - 69100 Villeurbanne Tél : 04 72 68 25 50 - e-mail : marches.citinea@vinci-construction.fr SIRET : 954 500 088 00164	Mandataire Entreprise Générale
Cent7 Architecture 107 rue Ferdinand Buisson – Montchat - 69003 LYON Tél : 04 78 18 58 86 - e-mail : contact@107architecture.fr SIRET : 790 295 323 00014	Architecte
CET INGENIERIE 3 Place Renaudel, 69003 LYON Tél : 04 78 60 09 71 - e-mail : cet@cet-lyon.com SIRET 519 722 102 00026 Siège social : 23 Quai Alfred Sisley - 92390 Villeneuve-La-Garenne	BET Fluides (CVC, Electricité courants forts et faibles) et CSSI
STRUCTURES BATIMENT 3 rue de la Dombes - 01700 NEYRON Tél : 04 78 55 08 93 - e-mail : bet.sb@structures-batiment.com SIRET : 440 345 239 00048	BET Structure
ATELIER ESPINOSA 39 rue Saint Hélène - 69002 LYON Tél : 04 78 37 04 22 - e-mail : etienne.cassier@atelier-espinosa.com SIRET : 479 285 306 00029	Architecture d'intérieur

- **Contrôle technique**

BTP Consultant - Immeuble Le Vernal - 2ème étage 62 chemin de la bruyère 69570 DARDILLY

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- **Mission :**

Cf documents en annexe CCTP (lettre de consultation et bon de commande).

Article 3-2 : Description et caractéristiques principales de l'ouvrage

→ DESCRIPTION DES OUVRAGES

Le présent programme porte sur les projets ci-dessous :

- Unité UHTCD, PC Pôle PsyPA et REPERE : relocalisation de l'unité UHTCD au 1er étage du bâtiment 503 et réaménagement de certains locaux du PC Pôle PsyPA et REPERE au RDC du bâtiment 503 ;
- Pôle ADIS : la démolition du bâtiment 332 et la construction d'une Unité Neurodéveloppement pour le pôle ADIS.

→ COÛT PRÉVISIONNEL DU MARCHÉ (tous honoraires compris)

Total TTC = 7 705 479 €

→ DURÉE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX

Démarrage des travaux : avril 2023 (Bâtiment 503) et juin 2023 (bâtiment 332)
Date réception prévisionnelle : Début 2024 pour le bâtiment 503 – juillet 2024 pour le bâtiment 332.

ARTICLE 4 - GARANTIES DETAILLEES

Les offres émanant des assureurs devront être présentées sous forme de « Tous risques sauf » et comprendre les deux risques suivants :

- Tous dommages aux biens
- Extensions de garanties

Le détail des garanties demandées est précisé ci-après.

Premier risque : Dommages aux biens en cours de travaux

Les assureurs garantissent tous les dommages et toutes les pertes survenant à l'ouvrage objet du marché, la notion d'ouvrage s'entendant au sens large, c'est-à-dire comprenant les travaux de terrassement et de génie civil, mais aussi les équipements, matériels et matériaux de toutes natures, et incluant les ouvrages provisoires ainsi que les engins de chantiers et baraques de chantiers, de même que les existants ; cette liste est réputée non exhaustive, les assureurs s'engageant à ne jamais opposer de non-assurance ou de non-garantie au cas où un bien sinistré n'y aurait pas été cité

Parmi les événements garantis, sont notamment couverts de manière expresse les risques suivants :

- Effondrement (ou menace grave d'effondrement)

Sont inclus dans cette garantie les frais exposés par le Maître de l'ouvrage pour faire face à une menace grave d'effondrement ou pour prévenir l'extension ou l'aggravation d'un sinistre.

- Incendie et explosion

Cette garantie devra couvrir tous les incendies, explosions ou implosions possibles, quels qu'en soient l'origine et le responsable.

- Dégât des eaux

Il s'agit de couvrir tous les dommages causés par infiltrations d'eaux, inondations, débordement, etc...

- Evénements naturels

Il s'agit de prendre en compte les risques découlant des différents aléas climatiques, ainsi que les catastrophes naturelles qui en résultent (exemple : tempêtes).

- Erreurs de conception

Les erreurs de calculs, d'implantation, de plans ou encore les problèmes liés aux fondations des ouvrages, à la stabilité du terrain seront garantis.

- Grèves et émeutes, attentats et actes de terrorisme ou de sabotages, catastrophes naturelles

Il s'agit d'intégrer dans la TRC les différentes obligations d'assurance correspondantes, conformément aux lois de 82 et de 86.

- Dommages aux engins de chantier, baraques de chantier et installations provisoires

L'assureur couvrira l'ensemble des dommages pouvant survenir et endommager ces biens.

NB : les assureurs préciseront le cas échéant les exclusions qu'ils souhaitent intégrer dans leur proposition. **Les exclusions sont celles des conditions générales de l'assureur.**

Deuxième risque : Autres dommages

- Perte d'exploitation

L'assureur couvrira la perte de recettes, de marge brute ou tout préjudice pécuniaire faisant suite à un dommage garanti atteignant l'ouvrage ou les existants.

- Dommages à l'ouvrage pendant la période de maintenance

Les assureurs garantiront toutes destructions, pertes ou dommages survenant aux biens assurés (ouvrage, matériels et matériaux de toutes natures) :

➤ causés par l'assuré (tel que défini plus haut) lorsqu'il revient sur le site pour exécuter tous travaux de finition, mise au point, rectification, épreuve, essais, réparation, maintenance, y compris levées de réserves

➤ dont l'origine est antérieure à la réception et résultant notamment d'erreur, de défaut de conception, de vices divers (cachés, de matières, de fabrication, de montage, d'assemblage etc...)

La période de garantie demandée est de 2 ans après la réception.

- Dommages en cours de transport

L'assureur garantira les dommages subis par les machines, matériels et matériaux au cours de leur transport entre le lieu de chargement et le chantier et inversement.

- Frais de recherche des causes d'un sinistre

L'assureur garantira les frais de recherche des causes et origines des sinistres, notamment par le biais d'envoi d'experts et de techniciens.

- Frais de déblais et de démolition

Sont couverts les frais de démolition, nettoyage, déblaiement, retraitement, sauvetage nécessaires à la réparation des biens assurés ou à la poursuite du chantier.

- Frais de réparation provisoire

L'assureur garantira les frais de réparation provisoire nécessaire à la poursuite normale du chantier, sous réserve de l'accord de l'assureur.

- Honoraires d'experts

Seront couverts les honoraires et frais d'expert que le Maître de l'ouvrage aura lui-même choisi, dans la limite du montant réellement payé.

- Honoraires des hommes de l'art

De même, les honoraires de tous hommes de l'art (notamment bureau d'étude, maître d'œuvre, architecte, coordonnateur, contrôleur technique, ingénieur-conseil, consultant et tout organisme spécialisé choisi par le Maître de l'ouvrage) seront garantis lorsque ces personnes seront chargées des études indispensables à la réparation des biens sinistrés.

- Frais supplémentaires

Les frais relatifs aux heures supplémentaires et au transport tant fluvial qu'aérien ou terrestre nécessités pour l'exécution des réparations seront garantis.

ARTICLE 5 – VALEURS D'ASSURANCE

Article 5-1 : Montant des garanties

L'assureur s'engage à prendre en charge les sinistres correspondants aux garanties souscrites, telles que définies à l'article précédent, selon les montants définis dans le tableau ci-après :

GARANTIES	MONTANT
Tous dommages aux biens dont : <ul style="list-style-type: none"> • effondrement • bris de machines • dommages aux engins et baraques de chantiers et installations provisoires 	Valeur prévisionnelle des travaux, soit 7 705 479 euros TTC
Autres dommages : <ul style="list-style-type: none"> • pertes d'exploitation • maintenance (pendant 2 ans après réception) • dommages en cours de transport • frais de recherche de causes de sinistre • frais de déblais-démolition • frais de réparation provisoire • honoraires d'expert • honoraires d'hommes de l'art • frais supplémentaires 	500 000 € Valeur prévisionnelle de l'ouvrage 10 % du montant du sinistre 10 % du montant des dommages 10 % du montant des dommages, en plus du montant de la garantie globale 10 % du montant du sinistre 10 % du montant du sinistre 10 % du montant du sinistre 10 % du montant du sinistre

Article 5-2 : franchises

L'assureur proposera une offre sans franchise.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS ET CLAUSES PARTICULIERES

Article 6-1 : renonciation de l'assureur à l'application de certaines sanctions

Il est convenu expressément que l'assureur renonce à l'application des sanctions suivantes :

- résiliation après sinistre
- règle proportionnelle de capitaux (telle que prévue à l'article L 121-5 du code des assurances)
- déchéance de garantie suite notamment à déclaration tardive de sinistre

Article 6-2 : Arrêt du chantier

Les garanties demeurent acquises à l'assuré en cas d'arrêt total ou partiel des travaux.

Article 6-3 : Prise d'effet de l'assurance en cours de travaux

L'assurance s'appliquera à la partie de l'ouvrage construite antérieurement à la date de prise d'effet de la présente assurance.

Sont seuls exclus les pertes ou dommages dont l'assuré aurait eu connaissance à la souscription.

Les garanties joueront toujours pour les pertes et dommages survenus après la date d'effet et dont l'origine serait antérieure à cette prise d'effet.

Le cas échéant, c'est à l'assureur d'apporter la preuve de la connaissance par l'assuré de la survenance des dommages antérieurement à la prise d'effet.

ARTICLE 7 – GESTION DES SINISTRES

Article 7-1 : déclaration des sinistres

Le souscripteur s'engage à déclarer les sinistres survenus dans les deux mois suivant la date à laquelle il en a eu connaissance.

Article 7-2 : expertise des dommages

Pour tous les dommages, l'assureur indiquera le seuil d'expertise, c'est-à-dire le montant estimatif des dommages au-dessus duquel il missionnera un expert en vue de déterminer le montant exact des dommages subis.

Il est convenu que, lorsque les dommages seront inférieurs à ce seuil d'expertise, le souscripteur puisse faire procéder aux réparations immédiatement, sans attendre l'accord de l'assureur.

Au cas où une expertise serait nécessaire (c'est-à-dire au-dessus du seuil précédemment défini), l'assureur s'engage à missionner l'expert dans les 2 jours maximum suivant la réception de la déclaration de sinistre et à en informer immédiatement le souscripteur.

L'expertise doit avoir lieu dans la semaine suivant l'envoi de la mission ; à défaut, l'assureur autorise le souscripteur à faire procéder aux travaux de remise en état.

L'expert dépose son rapport auprès de l'assureur dans la semaine suivant son expertise.

Dès le dépôt du rapport de l'expert, l'assureur en communique une copie au souscripteur pour information.

Article 7-3 : paiement de l'indemnité

En cas de sinistre garanti, l'indemnité est payée par l'assureur dans les 15 jours suivant le dépôt du rapport de l'expert, ou suivant l'accord amiable ou judiciaire sur le montant de l'indemnité entre l'assureur et l'assuré.

Le cas échéant, et à la demande du souscripteur, il est convenu que l'assureur puisse payer directement l'entreprise ou les entreprises chargés de la remise en état.

Pour tout sinistre, et à la demande de l'assuré, l'assureur devra verser une provision, au moins égale à 50% du montant estimé.

Article 7-4 : contestation de l'indemnité

Au cas où le souscripteur serait en désaccord avec l'assureur sur le montant d'une indemnité, quelle que soit la garantie en jeu, chaque partie (assureur et assuré) désigne alors un expert pour procéder à une expertise amiable contradictoire.

Si les experts désignés ne trouvent pas un accord, l'assureur et l'assuré désignent alors d'un commun accord un troisième expert et s'en remettent à son avis.

En cas de désaccord sur le choix du troisième expert, sa désignation est faite par le Tribunal du lieu du sinistre, sur demande d'une des deux parties ou de l'une seulement.

Les honoraires du tiers expert sont payés par moitié par l'assureur et le souscripteur.

ARTICLE 8 – SUIVI STATISTIQUE DU MARCHE

L'assureur s'engage à envoyer au souscripteur, tous les ans à compter du démarrage du chantier, l'état complet des sinistres concernant le présent marché.

Tous ces états statistiques comporteront les renseignements suivants :

- liste complète des sinistres, par ordre chronologique de survenance
- indication, pour chaque sinistre :
 - de sa date de survenance
 - de sa nature (corporel, matériel, immatériel)
 - des garanties en jeu (dommages, incendie, vol...)
 - des montants payés par l'assureur (indemnités, frais d'expertise ou autres)
 - des provisions subsistant éventuellement au moment de l'établissement de l'état
 - du montant des recours obtenus (par application du droit commun ou d'une convention de règlement des sinistres)
- indication des chiffres totaux par nature, catégories et périodes

ARTICLE 9 - DESIGNATION DU GESTIONNAIRE DU MARCHE

L'assureur désignera au stade de l'offre une ou plusieurs personnes ayant en charge la gestion du présent marché, que les services du Maître de l'ouvrage auront comme interlocuteur(s) privilégié(s). Les coordonnées complètes seront indiquées dans l'offre.

Ces personnes devront avoir un pouvoir de décision, notamment dans les domaines suivants :

- nomination des experts
- règlement et paiement des sinistres
- conseil et explication sur des points techniques ou juridiques précis relatifs aux clauses du marché
- décomposition de la prime

ARTICLE 10 - ANNEXES

Pour complément d'information, les documents ci-après sont joints au présent Cahier des charges :

- Programme technique détaillé de l'opération, faisant office de CCTP pour le groupement de conception-réalisation-maintenance
- Plans de situation, de masse et coupes verticales (APD)
- Planning prévisionnel de l'opération
- Rapport préliminaire de contrôle technique et missions
- Estimation des coûts de l'opération
- Lettre de consultation et bon de commande relatif à la mission de contrôle technique
- Attestations d'assurances du Groupement (décennale et RC)
- DOC